

Tribunes publiées dans le Journal n°59



Angela Segura

Majorité municipale

À l'occasion du dernier conseil municipal, nous avons voté le budget pour l'année 2017. Un budget ambitieux dans lequel ont été définis les tarifs pour l'occupation de l'espace de travail partagé (coworking) au cœur de l'Accélérateur d'entreprises à proximité de Pôle emploi, d'un restaurant et d'une crèche d'entreprises, le tout dans la zone d'activités du Coudray que nous souhaitons dynamiser et rendre plus attractive.

L'installation de cet espace permettra d'insuffler une dynamique pour les jeunes entrepreneurs blanc-mesnilois et de Seine-Saint-Denis.

Il nous a en effet semblé important que nos jeunes puissent bénéficier des services supports pour lancer leur activité, comme par exemple la comptabilité ou le secrétariat mutualisé avec d'autres.

Par ailleurs, au-delà des prix attractifs, la zone d'activités est idéalement située à proximité des autoroutes A1 et A3, des aéroports de Roissy et du Bourget, du RER B qui permet d'être à Châtelet en 15 min ou encore de la future gare du métro Grand Paris Express. C'est pourquoi nous avons décidé de redynamiser cette zone industrielle qui offre de très belles perspectives à nos entrepreneurs. Enfin, nous avons pour ambition de développer la coopération à travers la création d'un club d'entrepreneurs, afin de développer les offres d'emploi et créer un réseau. Pendant trop longtemps, les entreprises ont été méprisées dans notre ville, nous avons voulu changer cela en leur envoyant un message fort, c'est dans cet objectif que nous souhaitons créer les conditions du développement économique de la ville et de la création d'emplois.



Jean-Yves Souben

« Vert et Ouvert »

Président du groupe Vert et Ouvert

Le budget présenté n'est pas écologique et ne s'inscrit pas dans le développement durable. Les réalisations d'aujourd'hui sont celles arrivées à terme de l'équipe précédente... revisitée par le Maire et son équipe comme la suppression du toit végétalisé de la piscine. Les bâtiments « hausmaniens » ne sont pas des logements sobres en énergie comme le prévoit la transition écologique et encore moins à énergie positive. La promesse de 60% de vert dans les projets immobiliers quand cela est possible... ce n'est jamais le cas !

D'ailleurs son nouveau PLU permet le bétonnage de 100% de la parcelle. Les effets d'annonces ne sont pas vérité ! L'agrandissement du parc promis c'est le remplacement du *CTM par des bâtiments ! Nous ne voyons aucune volonté de réduire les dépenses énergétiques de notre ville, pas de projet d'éco-quartier.

C'est grâce à la vente de notre patrimoine que cette municipalité mène grand train ! Réceptions et événementiels démesurés ! «Les Blanc- Mesnilois ont le droit de s'amuser»... c'est vrai, pour oublier la destruction des services publics locaux, la disparitions des aides et assistantes sociales, les consultations réellement citoyennes, la mort de l'agenda 21, les arbres abattus poumons de notre ville, l'oubli du plan de circulations douces, le rêve du tout bio dans les cantines... gratuites ! Parce que nous croyions qu'un autre mode de gouvernance est possible : plus citoyen, plus écologique, respectueux des générations futures, le groupe Vert et Ouvert n'a pas voté ce budget.



Alain Ramos

« Blanc-Mesnil au cœur »

Qui décide, aujourd'hui, dans notre ville ? La réponse devient évidente, c'est le béton. L'avenir urbain évolue au gré des choix de la promotion immobilière. Nous sommes passés de « sauvons nos pavillons » à bétonnons nos pavillons. Le dojo nécessaire aux arts martiaux devait se situer au-dessus de la future gare du métro. La spéculation immobilière en a décidé autrement. A sa place, à la place des écoles JB.Clément et Paul Langevin près de 720 logements vont être construits.

Première conséquence, il n'y a plus de place pour le dojo. Alors, dans l'urgence, la municipalité a choisi de l'implanter à l'angle des rues Paul Langevin et Victor Basch. Pour cela, point de concertation, les commissions de l'urbanisme et des sports et l'ensemble des associations concernées ne sont pas réunies.

Les riverains sont mis devant le fait accompli. Bref, nous sommes loin du « concerter c'est construire ensemble ». Les choix des sociétés immobilières s'imposent contre l'intérêt général, ces projets remettent en cause le caractère pavillonnaire de notre ville. Ils obligent la construction d'un équipement public qui va rompre l'équilibre d'un quartier en lui imposant 4000 mètres carrés de béton, en développant les nuisances supplémentaires de la circulation routière et du stationnement.

Ce choix du béton a et aura des conséquences partout, plus aucun quartier n'est à l'abri. Face à ce péril, faire vivre la démocratie participative est plus que jamais une obligation.

Contact : blancmesnilaucoeur@gmail.com